

SE COMPRENDRE

N° 02/07 – Août–Septembre 2002

les religions et la paix

Jacques Levrat

Un an après les événements dramatiques de New-York et Washington, nous aimerions, après avoir traité du terrorisme et de la violence, évoquer les voix qui se sont élevées, dans la presse occidentale comme dans la presse arabe, en faveur de la paix.

*Comme dans de nombreux pays, une cérémonie a rassemblé dès le 16 septembre, dans la cathédrale de Rabat, autour de M. Youssoufi, Premier Ministre, et de Mme Tutwiler, Ambassadeur des USA, des représentants des communautés juive, chrétienne et musulmane du Maroc. Le 15 novembre, un colloque était organisé à Rabat par le Centre d'Information des Nations Unies sur le thème « **Dialogue entre civilisations et religions, contribution majeure à la culture de la paix** »*

Après André Azoulay, juif marocain et conseiller du Roi, qui rappela la tolérance traditionnelle du Maroc, et de Abdou Filali Ansary, intervenant au nom de l'islam, le P. Jacques Levrat, ancien Vicaire Général et directeur du Centre « la Source », proposa à son tour des voies nouvelles. Nous le remercions de nous avoir permis de publier son texte.

Un théologien catholique contemporain, Hans Küng, a eu cette formule lucide et courageuse : “ Pas de paix entre les peuples de la terre sans paix entre les religions du monde ! ”. Pour mieux rejoindre le thème qui nous réunit aujourd'hui, je propose d'élargir sa formule et d'y adjoindre la notion de culture. J'évite, cependant, le mot civilisation qui me semble trop général et ambigu... Donc : “ Pas de paix entre les peuples et les cultures de la terre sans paix entre les religions du monde ”.

Un regard, même rapide, sur l'histoire nous montre qu'il n'y a jamais eu de culture véritable sans lien avec une religion, ni de religion véritable sans lien avec une culture. On peut même tenir que les religions sont au cœur de toutes les cultures, en sont en quelque sorte le noyau véritable ; et que, pour la majorité des hommes - qu'ils en aient conscience ou non -, la strate religieuse est la strate la plus profonde de leur personnalité. D'où l'importance de la religion comme élément indispensable à la construction de la paix.

Oui, il ne pourra y avoir de paix entre les peuples, les cultures, sans paix entre les religions ! C'est là le défi majeur que doivent affronter les diverses religions aujourd'hui :

- Soit, elles continuent à se lier à des particularismes ethniques, culturels, nationalistes, comme elles l'ont fait, trop souvent, dans l'Histoire... ce qui les a conduites à la concurrence, à la rivalité, voire à l'exclusion et à la guerre. C'est une impasse, les religions y perdront leur crédibilité !

- Soit, elles tentent de se situer au niveau de l'universel, de passer de l'exclusion à l'ouverture, de la rivalité à la complémentarité, de la confrontation à l'émulation. Ainsi elles pourront devenir des lieux de rencontre et de dialogue, et donc des facteurs de réconciliation et de paix !

A Rabat, après les attentats de septembre, nous avons été témoins d'un beau geste d'ouverture religieuse. Une cérémonie a rassemblé à la Cathédrale - à l'initiative de Sa Majesté le Roi - les communautés juive, chrétienne et musulmane pour un moment d'intense émotion, de solidarité humaine, et de recueillement, sous le regard de Dieu. De tels gestes sont significatifs de ce que nous pouvons vivre ensemble de meilleur, ils sont nécessaires et très importants. Mais, une fois l'émotion dissipée¹, de tels gestes risquent de ne pas laisser de traces profondes dans les esprits. Ils doivent donc être suivis et accompagnés par des efforts de réflexion, de conversion des mentalités, qui seuls peuvent conduire, à long terme, à changer les comportements.

C'est dans cet effort de réflexion que je veux me situer aujourd'hui. Je vous propose donc trois axes de réflexion théologique qui pourraient favoriser l'ouverture des religions vers l'universel, leur permettre de devenir de véritables facteurs de paix. Le premier de ces axes concerne le sens de la Création :

1 - Le sens de la Création

A la racine de toute attitude religieuse il y a la reconnaissance que notre Monde, notre Terre, et nous-mêmes, n'avons pas notre origine en nous-mêmes, mais en Dieu qui nous a créés : nous venons de Lui et nous retournerons à Lui. Avant toute autre considération religieuse, avant tout message révélé, avant toute religion historique, le mystère du Dieu Créateur nous concerne tous de la même manière, et nous englobe tous.

Ainsi, personnellement, avant d'être un membre de l'Eglise catholique, je suis une créature de Dieu. Et il en va de même pour tout croyant : nous sommes, d'abord, des créatures de Dieu. D'un Dieu qui a créé le Monde et tous ses habitants, qui nous a créés différents pour que nous apprenions à vivre ensemble, comme des frères... C'est là notre appartenance première, et elle est fondamentale ! Ensuite, du fait de notre histoire, nous avons - c'est aussi très important - une appartenance religieuse spécifique : juive, chrétienne, musulmane ou autre... Et il ne peut y avoir opposition entre ces appartenances ; mais, au contraire, une cohérence profonde : fils de la Terre, du Dieu Créateur et fils d'une religion particulière. Cette cohérence du Dieu de la création, de la raison, et du Dieu de la révélation, a été particulièrement bien montrée par Ibn Ruchd² dans divers travaux. Je pense, en particulier à sa parole célèbre : “ Le vrai ne peut contredire le vrai ”.

Notre appartenance première nous donne une orientation, une clé pour l'interprétation de nos traditions spécifiques. Le fondement de mon attitude religieuse, ma relation au Créateur, m'invite à me situer en être humain responsable de cette Terre et de son avenir, responsable et solidaire de mes frères humains, surtout les plus démunis, ceux qui souffrent et sont méprisés, ceux que l'on n'écoute pas ! Je dois être conscient de cette appartenance fondamentale et de cette solidarité humaine, elles m'invitent au respect de toute personne, quelle que soit son appartenance religieuse spécifique. Un respect qui est confirmé par les traditions abrahamiques : la Bible pour la tradition judéo-chrétienne, comme le texte du hadith pour la tradition musulmane, nous disent que la personne humaine a été créée à “ l'image de Dieu ”. Le Coran affirme, lui, que l'homme a reçu le “souffle divin”. Ce sont là des formulations légèrement différentes mais pratiquement équivalentes dans leur signification profonde. Elles nous montrent la grandeur de toute personne, l'incomparable richesse qui l'habite : en elle demeure une trace du divin.

Les traditions abrahamiques nous invitent donc à porter un regard positif sur chaque personne humaine : au-delà des apparences, qui peuvent être trompeuses tellement nos imaginaires et nos mémoires sont encombrés, une étincelle divine est là. Instinctivement, nous aurions tendance à considérer l'autre comme un danger potentiel une menace ; il nous fait peur, et ainsi nous devenons incapables de l'accueillir et de nous enrichir de cette part de divin qui est en lui... Alors, nous appuyant

¹ La majorité des seize oulémas qui avaient signé une *fatwa* critiquant la présence de personnalités marocaines à cette cérémonie œcuménique se sont depuis rétractés (selon J.A.I. n°2125 - 2128)

² Averroès, philosophe et médecin arabe à Cordoue, au 12^e siècle, dans son *Fasl al-maqâl*

sur notre foi pour dépasser nos réactions instinctives, nous croyons, nous affirmons que l'Autre est porteur d'une richesse qui le dépasse, et qui nous dépasse. Nous pouvons donc, et nous devons, l'accueillir comme un don de Dieu...Le respect de l'autre, l'acceptation de sa différence, de son originalité, de sa spécificité et l'accueil que je dois réserver à ses richesses spirituelles, me conduisent à m'interdire toute violence à son endroit. Ce sera notre second axe :

2 - Religion et violence

Les religions monothéistes, qui ont conscience d'être dépositaires d'un message divin, sont, assez naturellement, tentées par la violence¹. Quand on est convaincu que : "Dieu est avec nous", et que c'est en son nom, avec son autorité, que nous devons agir, la tentation est grande d'utiliser la violence : c'est légitime, pensons-nous, car c'est pour la cause de Dieu ! Voilà un grand danger que les religions monothéistes n'ont pas su éviter ; de trop nombreuses pages de l'Histoire humaine en témoignent. Des hommes ont utilisé la violence au nom de Dieu. Des hommes se sont servis de Dieu pour défendre des causes plus politiques que religieuses. Au lieu de Le servir, on s'est servi de Lui !

Des croyants, certes, ont su réagir. Dans cette ligne, j'ai toujours été impressionné par le courage d'un des premiers Présidents du Pakistan, Ayoub Khan qui n'a pas hésité à dire, à propos de l'Islam - mais cela vaut pour toutes les religions - : « Si l'Islam combat toute idolâtrie, les Musulmans ont fait de l'Islam une idole.² » Peu nombreux sont les croyants qui ont une telle lucidité, un tel courage. Cette parole a valeur universelle, elle interroge tout croyant, de toutes traditions, sur son propre comportement religieux ! Si nous voyons un absolu dans notre appartenance religieuse spécifique, si nous la durcissons, nous pouvons glisser, insensiblement, vers l'idolâtrie et l'exclusion, nous mettre à part, au-dessus des autres, et céder à la violence...

N'avons-nous pas aussi, trop souvent, tendance à nous situer en "hommes de religions", liés à un système socio-politique - nécessairement exclusif - et non pas en véritables croyants qui ont le sens du mystère de Dieu, et du mystère de son agir dans le monde ? Nous mettons-nous au service de Dieu ? Ne le mettons-nous pas à notre service ? Au service de nos ambitions sociales et politiques ? Sans cesse nous devons nous interroger... Sinon nous risquons de céder à la tentation de domination et de violence qui nous habite. Une violence que nous demanderions à Dieu de justifier ! Les traditions abrahamiques, pour limiter la violence, ont enseigné la Loi du talion : "Œil pour œil, dent pour dent". Cette loi est à situer dans l'Histoire, dans une dynamique : il s'agit de refuser l'escalade, de refuser le redoublement de la violence... Cette loi a représenté un progrès incontestable dans l'Histoire des hommes ; elle a, en effet, contribué à limiter la violence. Mais peut-on, aujourd'hui, en rester là ?

Je n'ai pas compétence pour traiter des traditions autres que la mienne. Je crois, cependant que, pour le Judaïsme, des penseurs comme Martin Buber, Hans Jouas, Emmanuel Lévinas, entre autres, ont poussé, très avant, la réflexion contemporaine sur la dimension religieuse du respect de l'autre, le dialogue et le refus de la violence. Pour l'Islam, certains textes du Coran, particulièrement le verset 34 de la sourate 41 : " Rends le bien pour le mal et tu verras ton adversaire se changer en ami sûr ", qui est un appel à répondre à une mauvaise action par une bonne, peuvent être compris comme une invitation à limiter la violence... Je pense, également, que le mot "paix" (*As-Salâm*) qui revient comme un leitmotiv dans toute la tradition musulmane et qui est un des très beaux noms de Dieu, est aussi une invitation permanente à limiter la violence...

Dans la tradition chrétienne, que je connais mieux, les textes ne manquent pas, même s'ils ont souvent été oubliés... et peu mis en pratique ! Je pense en particulier au beau texte de l'Evangile qui dit : "Si on te frappe sur une joue, tends l'autre !". Ce texte a été, le plus souvent, mal compris - par les chrétiens eux-mêmes - car compris comme un appel à la résignation, alors qu'il a une

¹ cf. l'historien J. Le Goff : « *La mondialisation a pris un caractère universel avec les religions, et le christianisme ou l'islam, avec le monothéisme, ont apporté une idée qui facilement dérape vers l'intolérance et même la persécution.* »

² cf. le pakistanais M. Iqbal : « *Le musulman est étranger à présent au secret du Prophète. Le sanctuaire de Dieu est redevenu un temple d'idoles...Chacun serre une de ces idoles sur son sein.* » (*Les mystères du non-moi*)

toute autre dimension... Je m'explique : si je réponds au niveau de l'autre, c'est-à-dire si je le frappe dans son corps - un coup pour un coup - je rentre dans sa logique et, en quelque sorte, je lui donne raison, je justifie sa violence... et nous restons ainsi, l'un et l'autre, prisonniers de cette logique de violence. Or, je ne dois pas le conforter dans cette logique, je dois, au contraire, l'inviter à la dépasser et, pour cela, élever le débat. C'est pourquoi, "tendre l'autre joue" - qui est bien une attitude active - permet de frapper l'autre, non dans son corps, mais dans sa conscience, et de l'amener à réfléchir, et à se remettre en question. Poser une question à l'autre, c'est tenter de l'arracher à ses idées toutes faites, à sa logique, à sa violence ! Pourquoi fais-tu cela ? As-tu raison de me frapper ? Réfléchis ! Cette réflexion sur la violence nous conduit vers la liberté religieuse et le dialogue, ce sera le troisième, et dernier, axe de notre réflexion.

3 - Liberté religieuse, liberté de conscience, dialogue

Dans l'Histoire, l'expansion des religions s'est trop souvent réalisée d'une manière violente. La foi chrétienne, par exemple, s'est trouvée impliquée, du moins pour sa partie occidentale, dans un contexte colonial violent dont elle n'a pas su assez se distinguer ; je pense en particulier à la conquête de l'Amérique. Et cette attitude violente était justifiée par ce que l'on a appelé : les droits de la vérité. Puisque je possède la vérité, j'ai le droit de l'imposer aux autres ! Voilà un problème délicat qui a suscité, durant des siècles, de nombreux débats à l'intérieur de l'Eglise catholique. Un débat heureusement tranché, il y a quelques dizaines d'années seulement, au Concile Vatican II qui s'est tenu de 1962 à 1965. Ce fut, je pense, le plus vigoureux débat de ce Concile. Il s'est organisé autour de la question de la liberté religieuse et, plus radicalement, de la liberté de conscience. Un beau débat qui a vu s'affronter ceux, plus traditionnels, qui défendaient les "droits de la vérité" et ceux, plus modernes, qui tenaient aux "droits de la personne"... Finalement, ces derniers ont réussi à faire admettre leur point de vue ; en effet, admettre les droits de la vérité conduit inéluctablement à l'affrontement : ma vérité contre ta vérité, et, puisque j'ai raison, tu as tort...

Dans le domaine de la foi où Dieu seul est Vérité et où toutes nos approches sont limitées, c'est une impasse ! Alors que reconnaître les droits de la personne, c'est se mettre sur le chemin de Dieu, car Dieu, lui-même, est patient. Il respecte notre liberté, nos cheminements, nos longs tâtonnements... De plus, il est de la nature même de l'acte de foi d'être libre, et la conscience a toujours été considérée comme la norme ultime de l'agir humain... La personne est responsable de ses choix, elle doit se déterminer d'une manière autonome, prendre ses responsabilités. Cette dynamique implique la liberté religieuse et la liberté de conscience, donc le respect des droits de la personne. Ce choix du Concile Vatican II, qui fut un choix courageux, est une étape importante de la vie de l'Eglise. Il ouvre, en effet, le chemin du dialogue avec tous les hommes : ceux de ma tradition en premier lieu¹, mais aussi les croyants d'autres traditions et les incroyants. Sans acceptation de la liberté de conscience, sans respect véritable du cheminement de chaque personne, tout dialogue apparaît impossible.

La question de la liberté religieuse, ainsi que celle du dialogue, sont très liées à une pratique démocratique, à l'acceptation de l'autre, de sa différence, et au respect de cette différence. Lorsque chacun peut choisir, librement, sereinement, le chemin qu'il désire, se crée un climat de liberté favorable au développement intellectuel et spirituel des personnes, à la créativité. C'est une chance à saisir, car les situations de monopole - je pense à certaines religions d'Etat - sont toujours dangereuses. Elles peuvent s'expliquer pour des raisons historiques mais, à long terme, elles risquent de favoriser la passivité, la routine, la sclérose : en l'absence de véritables confrontations, on s'abandonne, le plus souvent, à la facilité, on n'approfondit pas sa foi, on ne la renouvelle pas ! La rencontre de l'autre, du différent, conduit à mieux prendre conscience de sa propre spécificité, et à l'approfondir. Cette rencontre est toujours stimulante, elle renouvelle les personnes en profondeur, et elle rend possible une véritable dynamique religieuse.

De grands philosophes contemporains - plus particulièrement Emmanuel Lévinas, déjà cité, et Michel de Certeau - nous ont aidés à mieux comprendre que la médiation de l'autre est indispensable. C'est l'autre qui, par sa différence, me questionne, me remet en question : mon chemin

¹ Ce serait une illusion de penser que je peux dialoguer avec des personnes lointaines, si je suis incapable de dialoguer avec ceux qui sont plus proches...

n'est pas le seul possible, je me dois de le réfléchir, de l'argumenter, de l'assumer personnellement. Ce travail sur soi-même est stimulant, il purifie, il féconde. Tant que je demeure dans un cocon social protecteur, tant que je fonctionne en circuit fermé, tant que je ressasse les idées de mon groupe, je stagne. L'autre est le médiateur nécessaire qui me bouscule, qui me dérange, qui me permet de prendre conscience des limites de mes idées, de mon idéologie, et même de mon idolâtrie. Il me donne, dans la confrontation et le dialogue avec lui, de me renouveler, de naître à un monde plus grand, plus universel.

Conclusion

Les trois axes - trop brièvement développés - : sens de la Création, religion et violence, liberté et dialogue, s'éclairent les uns les autres, sont cohérents les uns avec les autres. D'autres thèmes pourraient les confirmer, les compléter, les nuancer... Ces axes ont, cependant, le mérite d'indiquer une direction, de permettre une ouverture, une mise à jour des religions pour les rendre aptes à répondre aux questions de l'homme d'aujourd'hui. Ils peuvent, également, contribuer à donner une espérance, à notre humanité. C'est une question grave qui est posée aux hommes de religion. Sauront-ils relever le défi ? Je suis convaincu de l'importance de leur rôle, et de leurs lourdes responsabilités dans la construction d'un monde plus fraternel, plus pacifié. Il leur faudra beaucoup de courage et d'audace pour sortir des ornières tant de fois parcourues, quitter de vieilles routines, des habitudes confortables, pour ouvrir des voies nouvelles, et témoigner ainsi de ce qu'il n'y aura "pas de paix entre les peuples et les cultures de la terre sans paix entre les religions du monde".

Beni-Mellal (Maroc)

Voici maintenant quelques textes forts de la hiérarchie catholique, en Algérie, au Brésil et après la rencontre inter-religieuse d'Assise de janvier 2002

1. Editorial de Mgr Henri Teissier, archevêque d'Alger (Semaine Religieuse d'Alger, oct. 2001)

« Il n'y aura plus ni deuil, ni cri, ni douleur » (Révélation 21, 4). C'est une promesse de Dieu. Mais c'est aussi une attente du cœur humain. Particulièrement dans ce temps où les désordres de la mondialisation et les injustices au Proche-Orient pèsent sur chacun de nous. C'est dans ce contexte que, le 11 septembre, un grand deuil a frappé le peuple américain. Il a été partagé par tous ceux pour qui, malgré les oppositions des camps et des idéologies, la vie humaine demeure toujours sacrée, où que ce soit, à Manhattan, à Jérusalem ou à Kaboul, ou à Alger.

Depuis cette date, une grande tristesse a recouvert le peuple des hommes tout entier, tristesse de découvrir que des haines si profondes s'étaient progressivement développées entre les camps antagonistes de notre commune humanité. Quelle somme de rancœurs a-t-il fallu accumuler dans certaines parties du monde, pour que des hommes choisissent de mourir afin de porter la mort dans les demeures de ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis. Mais il y avait surtout l'anxiété dans l'attente de la réponse qui serait donnée à la violence subie. Nous savions tous que la haine et la vengeance sont des attitudes inhumaines qui perpétuent le crime et ne sauraient construire l'avenir pour personne. Ce qui importait c'était surtout de ne pas haïr ni se venger. Qui oserait encore aujourd'hui entrer dans cet engrenage infernal d'où ne peuvent sortir que de nouveaux crimes ? L'urgent, c'était, pour les responsables, de trouver comment priver le complot monstrueux de sa capacité de nuisance; car c'est de cela qu'il s'agit d'abord: comment préserver la société de ces attentats meurtriers qui, par idéologie, mettent à mort sans distinction coupables et innocents. Mais il s'agit en même temps d'éviter que se perpétue ce processus de violence comme par une réaction en chaîne. Comment retirer à la violence terroriste ses moyens d'action, sans créer de nouvelles violences qui, en visant les meurtriers, atteindraient de nouvelles victimes innocentes. Et c'est l'étape dans laquelle nous sommes entrés ce dimanche 7 octobre avec les frappes en Afghanistan.

Au moment où j'écris ces lignes, un jour après l'annonce de cette attaque, nous sommes tous en prière pour que Dieu touche le cœur des responsables et les détournent de toute action

qui créerait l'irréversible. Et l'irréversible serait que la riposte, au lieu d'empêcher de petits groupes terroristes de tuer des innocents, vienne à atteindre le peuple tout entier. Ce serait alors le drame car naîtrait aussitôt une nouvelle et désastreuse fracture entre deux mondes. Beaucoup se révolteraient contre une punition qui atteindrait des innocents. D'ailleurs s'agit-il de punition ? Celle-ci appartient à Dieu ou à la justice, mais pas à la force des armes.

Quand le premier jour s'est levé sur cette nouvelle crise qui réveille en nous les mauvais souvenirs de la guerre de l'Irak, j'étais comme beaucoup, bien près de céder au découragement. Mais heureusement il y a un don de Dieu pour chaque jour, et la vie nous l'apporte, si nous sommes là pour l'accueillir. Dans cette même journée, où l'on annonçait cette attaque en Afghanistan, les travaux quotidiens de la solidarité et du respect réciproque m'attendaient. Ils m'attendaient comme ils nous attendent tous, et ils doivent l'emporter pour l'avenir, sur les techniques de la force armée ou les horreurs de la terreur idéologique. Ce même jour où la paix vacillait à nouveau, j'avais devant moi, par exemple, là où j'habite, le groupe de Terre des Hommes où des volontaires, venus du Nord, réfléchissaient avec des personnes engagées en Algérie dans des tâches de respect de l'enfant. Ce même jour, une délégation, musulmane également, venait m'inviter à une rencontre spirituelle à la mémoire du Cheikh 'Alawi et de son message d'amitié entre juifs, chrétiens et musulmans. Ce même jour, on me rapportait les plans qu'une entreprise algérienne avait pris l'initiative de mettre en œuvre, pour dresser une croix au cimetière où reposent les victimes chrétiennes de la violence.

2. Brésil : une prise de position œcuménique *(cf Espérance des Peuples, Janv./Fév. 2002)*

Des évêques catholiques et pasteurs évangéliques du Brésil et d'autres pays d'Amérique Latine, réunis pour des journées d'études, de réflexion et de prières à Ibiuna, SP, du 15 au 22 octobre 2001, ont décidé d'exprimer leur préoccupation devant la situation internationale et la priorité donnée aux options militaires.

" Nous condamnons tout acte terroriste, comme ceux du 11 septembre qui ont suscité un rejet et une consternation universelle, (...) D'un autre côté, les bombardements aériens contre l'Afghanistan provoquent des victimes innocentes sans nombre, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, la destruction d'infrastructures, l'augmentation de la faim et du désespoir, l'aggravation de la situation sanitaire, jetant sur les routes des millions de réfugiés.

" La paix est le fruit de la justice " (Isaïe. 32,7)

L'indifférence internationale prolongée devant les situations de misère inhumaine qui affectent une partie majoritaire et croissante de la population mondiale laisse une marque de souffrance et de mort dans le monde et provoque ressentiments et révoltes contre les quelques pays qui imposent ce nouvel ordre international et en profitent, avec l'appui d'organismes internationaux et leurs politiques d'ajustements économiques. Ces politiques néo-libérales provoquent des désastres économiques et financiers dans beaucoup de pays courbés sous le poids de dettes extérieures impayables, ou atteints par de brusques mouvements spéculatifs et des attaques aux monnaies locales par le capital.

On assiste au retour, dans les pays pauvres, de maladies et d'épidémies comme le choléra, la tuberculose, la fièvre jaune, la malaria qui paraissaient contrôlées, et l'arrivée de pandémies, comme le Sida, qui dévastent des continents entiers.

Derrière presque toutes les guerres actuelles, se meuvent les intérêts des industries de guerre et la dispute pour la suprématie des marchés et le contrôle des ressources naturelles stratégiques, comme le pétrole et le gaz. Sans la maîtrise des tensions provoquées par l'exclusion et la marginalisation de grandes majorités ; sans l'engagement concerté et sincère pour diminuer les inégalités internationales, pour éliminer la faim, le racisme, la discrimination contre les femmes et les minorités ethniques et religieuses, pour supprimer ou réduire la dette des pays pauvres et pour limiter la destruction et les dégâts à l'environnement, les conditions pour une paix durable seront difficilement créées. (...)

L'unique chemin pour la paix

Ce qui est gaspillé dans l'actuelle opération militaire contre l'Afghanistan, serait suffisant pour tirer cette nation, et beaucoup d'autres, de la faim, de la misère et de la destruction auxquelles elles sont soumises, inaugurerait des relations de respect et de coopération, d'aide et de solidarité, et n'aggraverait pas les souffrances en plantant des nouvelles semences de haine et d'incompréhensions. L'unique chemin pour la paix est de surmonter les injustices et les divergences, dans le cadre d'un dialogue supervisé par des instances politiques et juridiques internationales légitimes qui devraient être davantage respectées et fortifiées, comme l'ONU et le Tribunal International de La Haye, où les suspects de crime de guerre ou de terrorisme doivent être conduits, jugés et punis, s'ils sont jugés coupables. La guerre et la vengeance menées contre une autre nation souveraine, pratiquement sans défense, de manière unilatérale et impérialiste, par un ou plusieurs pays, qui sont en même temps juge et partie, détruisent les bases de la convivialité internationale et instaurent la loi de la jungle et du plus fort, détruisant les sauvegardes du droit.

Nous dénonçons et nous condamnons avec force, la caricature qui est diffusée de la foi islamique et du monde arabe qui transforme en suspects des personnes, des peuples et des religions. Nous leur demandons pardon pour l'offense injuste qui leur vient de l'occident chrétien. Car ceci aggrave les mécontentements, entretient les préjugés et augmente les tensions internationales. Un regard sur nous-mêmes et sur la situation que nous vivons, nous invite à une attitude d'écoute, de prière, mais aussi à un engagement convaincu dans la reconstruction de la justice et de la paix qui commence dans notre quotidien, par des gestes contre les injustices et les inégalités, les préjugés et les discriminations, par des attitudes de compassion envers les pauvres et les petits, de lutte pour des politiques sociales inclusives et pour un nouvel ordre international. La justification de la guerre n'est ni humaine ni évangélique et Jésus met dans les Béatitudes celle que nous sommes tous appelés à développer maintenant, celle de constructeurs de paix :

“ Heureux ceux qui font œuvre de paix : ils seront appelés fils de Dieu ” (Mt 5,9)

3. UN DECALOGUE POUR LA PAIX (D'après La Croix du 5 mars 2002)

Jean-Paul II a envoyé, au début du mois de mars, à tous les chefs d'Etat et de gouvernement le « décalogue pour la paix » qui avait été proclamé à Assise le 24 janvier par dix représentants de différentes confessions religieuses. Dans sa lettre d'introduction le Pape souligne l'engagement commun des religions ainsi que « leur désir sincère d'œuvrer en faveur de la concorde, de la recherche commune du vrai progrès et de la paix au sein de la famille humaine tout entière... »

1 Nous nous engageons à proclamer notre ferme conviction que la violence et le terrorisme s'opposent au véritable esprit religieux et, condamnant tout recours à la violence et à la guerre au nom de Dieu ou de la religion, nous nous engageons à faire tout ce qui est possible pour éradiquer les causes du terrorisme.

2 Nous nous engageons à éduquer les personnes au respect et à l'estime mutuel, afin que l'on puisse parvenir à une coexistence pacifique et solidaire entre les membres d'ethnies, de cultures et de religions différentes.

3 Nous nous engageons à promouvoir la culture du dialogue, afin que se développent la compréhension et la confiance réciproques entre les individus et entre les peuples, car telles sont les conditions d'une paix authentique.

4 Nous engageons à défendre le droit de toute personne humaine à mener une existence digne, conforme à son identité culturelle, et à fonder librement une famille qui lui soit propre. 5 Nous nous engageons à dialoguer avec sincérité et patience, ne considérant pas ce qui nous sépare comme un mur insurmontable, mais, au contraire, reconnaissant que la confrontation avec la diversité des autres peut devenir une occasion de plus grande compréhension réciproque.

6 Nous nous engageons à nous pardonner mutuellement les erreurs et les préjudices du passé et du présent, et à nous soutenir dans l'effort commun pour vaincre l'égoïsme et l'abus, la haine et la violence, et pour apprendre du passé que la paix sans la justice n'est pas une paix véritable.

7 Nous nous engageons à être du côté de ceux qui souffrent de la misère et de l'abandon, nous faisant la voix des sans-voix et œuvrant concrètement pour surmonter de telles situations, convaincus que personne ne peut être heureux seul.

8 Nous nous engageons à faire nôtre le cri de ceux qui ne se résignent pas à la violence et au mal et nous désirons contribuer de toutes nos forces à donner à l'humanité de notre temps une réelle espérance de justice et de paix.

9 Nous nous engageons à encourager toute initiative qui promeut l'amitié entre les peuples, convaincus que, s'il manque une entente solide entre les peuples, le progrès technologique expose le monde à des risques croissants de destruction et de mort.

10 Nous nous engageons à demander aux responsables des nations de faire tous les efforts possibles pour que, aux niveaux national et international, soit édifié et consolidé un monde de solidarité et de paix fondé sur la justice.

L'humanité doit choisir entre l'amour et la haine.

Presse Arabe Le C.T.J.A. a lu pour vous...

1. *Journal Asharq Al-Awsat* (Londres Sept. 2001) **Les musulmans contre le terrorisme...**
2. *Journal Al-Ahrâm* (Egypte Déc 2001) **L'Union de la Presse Arabe contre le terrorisme**
3. *Hebdomadaire Al-Ahrâm* (Egypte Fév. 2002) **Les Arabes mobilisés contre le terrorisme.**
4. *Journal Al-Ahrâm* (Egypte Mars 2002) **La "Ligue Islamiste" renonce à la violence.**
5. *Hebdomadaire Al-Ahrâm* (Egypte Juin 2002) **La fin de la violence.**

1. *Journal Asharq Al-Awsat* (Londres Sept. 2001) **Les musulmans contre le terrorisme...**

"L'Amérique sous le feu"... Nous entendons faire parler la raison plutôt que le sentiment.

L'agression qu'a connue l'Amérique impose de prendre une attitude commune qui condamne le terrorisme sous toutes ses formes, et en particulier ce qui est arrivé le 11 septembre dernier. En voici les raisons :

1- Les principes de l'Islam "hanafite" (*Ecole juridique aux tendances les plus larges*) auquel appartiennent les nations arabes et musulmanes interdisent d'une façon formelle toute action qui porterait atteinte à la vie d'innocents, ce qui reviendrait à porter atteinte à toute l'humanité, selon l'expression même du Coran.

2- Nous appartenons à une "Umma" (*communauté-nation*) qui, depuis une centaine d'années et plus, résiste à différentes formes de terrorisme menées à son encontre, en particulier en ce qui concerne le problème des problèmes : je veux parler de la question palestinienne. Nous ne pouvons admettre que nous ayons recours à des procédés que nous condamnons depuis des décennies. Ce qui nous conduirait à tomber dans le cercle infernal du racisme qui est une des armes de destruction dont se sert Israël à notre endroit.

3- Nous ne cessons, depuis un an qu'a été lancée l'insurrection bénie, de nous adresser au monde dans un langage qui est accueilli favorablement par tous . Vouloir s'attaquer et tuer des innocents et imposer cela comme étant la seule action qui mette l'autre à genoux, ne peut être notre logique qui serait en contradiction flagrante avec nos convictions. Ce qui voudrait dire que nous nous laisserions mener par le sentiment et la conscience blessée.

4- Certains pensent que l'action menée à l'encontre de Washington et de New York visait à couper les liens entre l'opinion internationale et notamment l'Amérique, et la question palestinienne. Ainsi nous nous trouverions dans une situation inconfortable qui amènerait à établir une équa-

tion entre les arabo-musulmans et le terrorisme international. Ce faisant, la mafia de Tel-Aviv pourrait détruire lentement, comme cela se fait actuellement, la résistance palestinienne. D'aucuns pensent qu'il n'est pas impossible que des agents secrets mondiaux peut-être israéliens, soient à l'origine des événements de Washington et de New York.

5- Il nous faut faire intervenir la raison, dans un problème où nous tâchons d'établir une distinction entre le terrorisme et la résistance légale et juste auprès de l'opinion internationale, dans une question qui concerne des frères et des parents arabes et musulmans tant en Amérique qu'en Occident. Il nous faut affirmer haut et fort que l'Islam authentique, selon ses enseignements pleins de sagesse, refuse les meurtres et le terrorisme de quelque forme qu'il soit, par respect pour la vie humaine. Ceci dit, il nous faut dire à l'adresse des musulmans et de tous les autres peuples, qu'il importe de combattre toute forme de terrorisme, en assécher les sources et ne pas recourir à une politique double qui voudrait que le plus fort l'emporte sur le plus faible. Il faut aussi assécher les sources du terrorisme qui justifie l'assassinat de Muhammad Durra, de Ayman Hajo, des enfants, des bébés, des femmes, et des vieillards de Palestine.

Il nous faut bien faire la distinction entre les droits des peuples reconnus par les chartes internationales qui admettent que l'on mène la résistance contre l'occupation, l'agression, le despotisme, la dictature, et entre les actions terroristes qui portent atteinte à la vie civile, comme cela s'est passé en Amérique, et aussi dans différentes autres parties du monde, notamment comme cela se passe tous les jours en Palestine. Si l'on veut que nous coopérions à la destruction du terrorisme international, dont nous sommes les premières victimes, il faut qu'on nous traite avec justice et équité et qu'on nous entende. On ne saurait nous pousser ainsi par la vertu d'un "firman" (*ordre émanant d'un souverain musulman*) républicain à faire partie d'un nouveau gouvernement mondial "démocratique", comme si nous étions de simples "fonctionnaires" n'ayant rien d'autre à faire que de faciliter les opérations et ouvrir les voies et les espaces aériens devant "le président couronné".

Il faut que l'on sache que nous sommes, nous les Arabes et les musulmans, les premiers défenseurs de l'humanité et de la vie humaine, selon ce que nous enseigne notre religion. Il nous faut donc proclamer ouvertement que nous condamnons toute forme de terrorisme, quelle qu'elle soit, notamment ce qui est arrivé aux Etats Unis, à des victimes innocentes, à condition que l'on ne porte aucune atteinte à notre honneur arabe et musulman. Ce qui exige que soit convoqué de toute urgence un sommet arabe et musulman en vue d'adopter une attitude arabe et musulmane commune qui empêcherait Israël d'exploiter cette erreur gigantesque qu'ont commise des groupes politiques extrémistes qui sont aujourd'hui arabes et musulmans (si la chose était avérée) et qui étaient hier japonais et israéliens, et qui pourraient être demain aussi bien américains qu'européens. Le monde vient d'entrer dans une étape internationale et politique nouvelle. D'aucuns y voient le combat entre le bien et le mal ; d'autres, entre le droit et l'injustice ; d'autres encore une guerre entre les musulmans et l'Occident, d'autre enfin le choc des civilisations. Il se pourrait que le problème soit plus simple. A supposer que l'on ait résolu le problème palestinien, selon les décisions des Nations-Unies, et que la paix ait régné dans tout le Proche Orient, pense-t-on qu'une pareille action à l'encontre de New York ait pu traverser l'imaginaire des groupements arabes et islamiques extrémistes ? Est-ce que le sentiment d'inimitié et de vengeance vis-à-vis des Etats Unis aurait pu naître dans le cœur et la conscience des peuples arabes et musulmans ? C'est une question parmi d'autres. Et c'est peut-être la seule question à se poser; avant d'expédier des forces américaines pour combattre (qui ?) en Afghanistan !

Muhammad Sadiq al-Husayni

2. *Journal Al-Ahrâm* (Egypte Déc. 2001) L'Union de la Presse Arabe contre le terrorisme

A l'ouverture des travaux du secrétariat général de l'Union de la Presse Arabe, sous la présidence d'Ibrahim Nâfi, l'Union affirme son refus du terrorisme, et revendique de jouer un rôle plus grand dans une vision plus juste de l'Islam. Le soutien du combat contre le terrorisme ne signifie pas que l'on tolère la violation de la souveraineté des Etats.

Hier ont commencé les travaux du secrétariat général de l'Union de la Presse Arabe, sous la présidence de M. Ibrâhîm Nâf'i, président de l'Union. En présence des représentants de 17 syndicats de journalistes arabes ; le président de l'Union a également ouvert les travaux du bureau permanent de l'Union qui ont duré deux jours. M. Ibrâhîm Nâf'i a inauguré le Centre d'information et d'informatique, le laboratoire de langues et la salle de conférence au siège de l'Union qui est destiné aux membres permanents qui enseignent les langues et Internet. M. Salâh ed-Dîn Hâfiz, secrétaire général de l'Union et son vice-président, assistait à l'inauguration ainsi que les membres du Bureau permanent. Le président de l'Union a également inauguré une exposition de caricatures avec la participation de huit des plus grands artistes égyptiens. Elles ont pour sujet "l'Intifadha" (*le soulèvement palestinien*), à l'occasion du premier anniversaire de son déclenchement, ainsi que la lutte arabe contre Israël.

Au début des travaux du bureau permanent, M. Ibrâhîm Nâf'i a pris la parole en saluant les membres présents des syndicats et des associations de journalistes, présentant leur participation comme un signe fort du désir de développement de la presse et de la défense de la liberté d'expression et d'opinion. Le leader de la Presse arabe a également exprimé sa satisfaction pour l'organisation des sessions tenues par l'Union. Organisation qui est sans précédent dans l'histoire de l'Union, depuis sa création. M. Nâf'i a souligné combien cet état de chose démontrait que l'organisation du travail et la précision de l'emploi du temps étaient une responsabilité importante qui pouvait contribuer bien plus, qui contribuait effectivement, à un résultat très positif, en particulier dans l'exécution des missions, le suivi des travaux et le contrôle de l'activité dans une organisation nationale à la pensée et à la pratique démocratique comme l'est cette respectable Union.

M. Ibrâhîm Nâf'i a affirmé combien il était important de réunir le bureau permanent de l'Union en regard des circonstances internationales et locales amplifiées par la sensibilité du moment. Il a expliqué qu'en regard de la guerre déclenchée par les USA contre les centres du terrorisme, les circonstances exigeaient que les situations soient définies avec précision et clarté. En effet, si les peuples de la région - arabes et musulmans - condamnent le terrorisme quelles qu'en soient les formes, les manières et les sources, dans le même temps ils prennent position contre le terrorisme d'Etat dans lequel persiste Israël sous la conduite du gouvernement du terroriste Sharon, juridiquement poursuivi comme criminel de guerre. Cette poursuite, d'ailleurs, l'Union de la presse arabe, met son honneur à ce qu'elle soit menée à bien. M. Ibrâhîm Nâf'i a déclaré qu'Israël, avec son terrorisme et son arsenal militaire, ne pourra pas empêcher le peuple palestinien d'achever l'établissement de son Etat et de parvenir à son indépendance et sa souveraineté.

Il a affirmé que la détermination palestinienne est ce qui pousse le monde à réévaluer une situation explosive. Ainsi le président Bush a manifesté son soutien à l'établissement d'un Etat palestinien sous condition d'une initiative positive qu'il convient d'approfondir et d'achever. Il a clairement indiqué que le refus du terrorisme par le monde arabo-musulman ne devait être compris ni comme un visa accordé au déclenchement des guerres et à l'extension de leur emprise, ni comme la mise en cause de la sécurité et de la paix internationales.

L'Union a d'ailleurs réclamé à maintes reprises que le terrorisme soit combattu sous les auspices des Nations Unies, dans le cadre des protocoles d'accords internationaux et par la convocation d'une assemblée internationale de lutte contre le terrorisme qu'il convient de comprendre, dans le cadre d'une délimitation des buts de la guerre comme la volonté de livrer les terroristes à la justice, et non comme une violation des principes du droit des nations à la détermination de leur destin, de la souveraineté des Etats et des droits des civils en temps de guerre. Le président de l'Union de la presse arabe a fait part de l'opposition de l'Union à toute violation de la sécurité et de la paix de tout Etat arabe, à toute frappe militaire dirigée contre eux ainsi qu'à toute campagne sioniste et raciste contre l'Islam et les musulmans ou contre n'importe quelle autre religion ou régime culturel.

M. Nâf'i a précisé que le terrorisme prospère chaque fois que les peuples ressentent l'injustice et l'oppression et quand leurs grandes causes se trouvent abandonnées par les Assemblées internationales. Dans le cadre des activités actuelles et futures de l'Union, il a affirmé la nécessité de se concentrer sur le problème de la mise en commun de fausses informations. Il a conclu en disant qu'il fallait que l'Union de la presse arabe s'attaque à cette situation néfaste et qu'il ne suffisait pas de réprouver et de condamner mais qu'il fallait s'engager à clarifier les situations, à corriger les conceptions et à jeter des ponts pour un dialogue à part égale.

Sabir Falhut , vice président de l'Union, a adressé aussi ses salutations au président de l'Union, M. Ibrâhîm Nâf'i, et étant donné ce qu'il a dit, il lui a demandé d'en faire un document de travail pour l'Union, pour la période à venir. Il a adressé ses félicitations au président de l'Union pour sa réélection, avec une écrasante majorité, en tant que représentant des journalistes égyptiens, ajoutant que cela confirmait le bien fondé de l'avis de ceux qui l'avaient choisi comme président de l'Union des journalistes arabes. Il a également adressé ses salutations au peuple d'Egypte à l'occasion de l'anniversaire de la glorieuse victoire d'Octobre, ainsi qu'au Président Moubarak, alors commandant de l'armée de l'air qui avait conduit à cette victoire qui a donné un coup d'arrêt à l'entreprise sioniste. Il a fait part aussi au président Moubarak de sa considération à l'occasion des vingt années qui viennent de passer pendant lesquelles il a assumé la présidence de l'Egypte.

Il a déclaré qu'en tant qu'arabes nous étions des victimes du terrorisme et que nous en souffrions beaucoup car il n'y a pas de terrorisme plus atroce que celui d'Israël à l'encontre du peuple palestinien. Nous souffrons aussi du terrorisme en Egypte, en Syrie, en Algérie et ailleurs. Il a redit que nous condamnions le terrorisme sous toutes ses formes et ses manières et que nous condamnions ce qui s'est passé en Amérique. Mais il a aussi réaffirmé la nécessité de poursuivre notre soutien à "l'intifadha" en direction de l'ennemi sioniste. Il a impérativement demandé que l'on adopte l'idée d'honorer les premiers pionniers parmi les présidents et les secrétaires de l'Union de la Presse Arabe qui ont prodigué leurs services à l'Union durant sa longue marche.

M. Malhum Makram, représentant des rédacteurs et vice-président de l'Union de la Presse Arabe, a dit que l'Islam était une religion et une civilisation, et que les Arabes n'étaient pas des terroristes. Il a déclaré en outre qu'il fallait établir un Etat pour les Palestiniens, dont la capitale serait l'auguste Jérusalem. Il a ajouté que tous attendaient que l'Amérique fasse oeuvre de justice et ne considère pas que la force seule (en particulier la force militaire) soit la voie à suivre. Malhum a dit que ni Ussama ben Laden, ni le Molla `Omar, ni l'Afghanistan, n'étaient la véritable cause, mais que c'était l'Amérique qui avait oublié la leçon de 1929 qui lui coûta une détérioration économique qui persista jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Il a été décidé que l'Union clôturerait ses travaux le soir de ce jour et cela après deux séances de travail le matin et le soir au cours desquelles sera publié le communiqué final concernant les résultats de ses travaux sous la présidence de M. Ibrâhîm Nâf'i. L'Union avait déjà commencé hier la séance de clôture de son travail avec la participation de seize représentants des syndicats arabes mais sans la participation de la délégation algérienne.

C'est alors qu'a eu lieu la discussion du rapport général d'activité de l'Union présentée par M. Salah Ed Dîn Hâfiz, secrétaire général de l'Union, concernant la période écoulée depuis la tenue de l'assemblée générale d'Aman en octobre dernier. Il y annonça la diffusion auprès des syndicats d'un projet de loi type pour la liberté de la presse dans le monde arabe et l'ouverture de l'Institut national de formation des journalistes arabes au siège de l'Union.

L'Union a adressé ses remerciements au Dr. Ahmed Nazîf , ministre des communications et de l'information, pour son soutien du centre par le don de vingt ordinateurs et de lignes pour Internet, ce qui permettra d'organiser trois sessions de formation pour les jeunes journalistes arabes. Avec sa base informatique, le Centre fera le lien entre l'Union et les syndicats. De même l'aménagement du siège permanent de la commission des libertés a été mené à bonne fin. Le bureau politique a approuvé le rapport du secrétaire général, la ligne adoptée par le congrès d'Aman, l'exaltation de l'héroïque "intifadha" palestinienne alors qu'elle entre dans sa seconde année, ainsi que son soutien à travers l'action de l'Union, et son opposition aux attaques de la haine qui se déchaîne contre les arabes et les musulmans à l'étranger. Il a approuvé l'appel à un colloque pour le dialogue organisé par l'Union et qui traite du rôle des moyens d'information arabes dans l'explicitation de la relation entre l'Islam et les arabes pour affronter la campagne de haine que certains déclenchent à l'étranger. L'Union a renouvelé son appel aux deux délégation du syndicat des journaliste irakiens et de l'association des journalistes koweïtiens à concrétiser les décisions du congrès d'Aman visant à tenir, au siège de l'Union et durant la prochaine période, des assises du dialogue pour réaliser la réconciliation.

Les membres du secrétariat général ont fait part des résultats de la participation de l'Union aux réunions de la commission permanente d'information et des ministres arabes de l'information qui ont abouti à un accord sur la suggestion de l'Union de faire chaque année du 6 mai une journée de l'information et de la presse arabe. De même les membres ont fait part des résultats de leur partici-

pation à l'Assemblée de Durban dont l'objet était la résistance à la discrimination raciale et qui a suggéré que les organisations non gouvernementales sionistes soient considérées comme l'une des formes du racisme. Le rapport a souligné la lenteur de la marche vers la démocratie dans le monde arabe comme il a confirmé la position de l'Union dans son refus de normalisation avec Israël de quelque façon ou manière que ce soit. Il a rappelé l'engagement pris d'appliquer les décisions du neuvième congrès d'Aman que les syndicats assument leur entière responsabilité en demandant des comptes à ceux de leurs membres qui ne s'astreignent pas à appliquer les résolutions et les avis de l'Union.

Amîn Mohammad

Amîn - Fârouq Abd-Al-Majîd

3. Hebdomadaire *Al-Ahrâm* (Égypte Fév 2002) Les Arabes mobilisés contre le terrorisme.

Les ministres arabes de l'Intérieur ont clôturé jeudi leur Conférence à Beyrouth. Leurs discussions étaient axées sur la lutte antiterroriste. Cette lutte contre le terrorisme et les évolutions sur la scène mondiale, à la suite des attentats du 11 septembre, ont dominé les travaux de la 19^{ème} session du conseil des ministres arabes de l'Intérieur qui s'est tenue à Beyrouth. Les ministres arabes ont souligné dans la déclaration de Beyrouth l'ampleur du danger terroriste : le Conseil exprime son inquiétude quant à l'escalade des actes terroristes. Pour y faire face, il est indispensable de prendre des mesures adéquates et coordonnées entre tous les pays du monde. Il convient aussi que les gouvernements arabes renforcent leurs dispositifs de lutte contre ce phénomène. Les ministres ont affirmé leur rejet de toutes les formes de terrorisme, notamment le terrorisme d'Etat exercé par Israël contre le peuple palestinien. Le Conseil a d'autre part confirmé son soutien à la tenue d'une conférence internationale sur le terrorisme parrainée par l'ONU. Il a souligné la nécessité d'établir une définition claire du terrorisme, en le différenciant du droit des peuples à la résistance et à la lutte pour la libération. Par ailleurs, le Conseil a dénoncé la campagne d'intimidation lancée dans certains pays contre la communauté arabo-musulmane, campagne qui s'oppose aux principes des Droits de l'homme.

La cause palestinienne a occupé une grande place dans les discussions, notamment à la lumière des pratiques israéliennes quotidiennes contre le peuple palestinien. Dans son communiqué, le Conseil réaffirme son soutien politique, financier et moral à la lutte du peuple palestinien. Il dénonce les agressions des forces israéliennes contre les civils palestiniens. Les ministres de l'Intérieur arabes ont aussi invité la communauté internationale à intervenir immédiatement pour mettre un terme aux agressions israéliennes et sauver le peuple palestinien.

A l'issue de la conférence, le ministre égyptien de l'Intérieur, Habib Al-Adeli, a mis en garde contre d'éventuelles attaques terroristes d'une ampleur plus grande que celles du 11 septembre, en déclarant que certains se sentiront persécutés et ne trouveront personne pour leur rendre justice. Le Conseil des ministres de l'Intérieur a rédigé un rapport soulignant les mesures prises par les différents pays dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, répondant ainsi à ceux qui propagent que les pays arabes sont à l'origine de l'apparition de nouvelles générations de terroristes. Voici la définition donnée par les Arabes au sujet du terrorisme : il s'agit de tout acte organisé qui suscite la terreur à travers le meurtre, l'assassinat, la prise d'otages, le détournement d'avions ou de navires, l'explosion de bombes ou autres actes qui soulèvent l'effroi, la terreur, le chaos et l'instabilité et qui ont des visées politiques. Les pays arabes font donc la différence entre terrorisme et lutte des peuples pour la libération de leurs territoires occupés, comme au Sud Liban et dans les territoires palestiniens. Déjà en 1998, les ministres arabes de la Justice et de l'Intérieur avaient signé le traité arabe pour la lutte contre le terrorisme. Entré en vigueur en 99, ce traité oblige les pays signataires à empêcher l'infiltration et le séjour des terroristes sur leurs territoires. De même, il leur interdit d'entraîner, d'armer ou de financer des éléments terroristes. Il oblige aussi les pays arabes à coopérer dans le domaine des investigations, de l'arrestation et de l'extradition des terroristes. D'autre part, les responsables de la lutte antiterroriste dans les différents pays se réunissent chaque année pour discuter des sujets importants relatifs à cette question ainsi que de la relation entre les actes terroristes et les autres crimes organisés.

Le Conseil a élaboré un plan médiatique pour sensibiliser le citoyen arabe contre les dangers du terrorisme et lui inculquer des valeurs morales et pédagogiques. Ce plan a été proposé à tous les pays arabes. Son objectif est de montrer les répercussions graves de la violence et du terrorisme au sein de la société. Il s'agit aussi de montrer le véritable visage de l'Islam et de faire face aux campagnes qui portent atteinte à son image en démontrant que l'un des principes les plus importants de l'Islam est le rejet des comportements agressifs : tous les actes de violence auxquels est exposé le monde arabe sont des actes terroristes bannis par l'Islam ; par conséquent, le phénomène du terrorisme est un phénomène étranger à notre société, nourri par des éléments étrangers dont l'objectif est d'affaiblir et de disloquer la Nation Arabe.

Ahmad Moussa

4. Journal *Al-Ahrâm* (Egypte Mars 2002) La “Ligue Islamiste” renonce à la violence.

Dans une série d'ouvrages qui viennent d'être publiés, des leaders de la “Jâmaa Islamiya” (*la Ligue Islamiste*) proposent une révision de l'ensemble des concepts théoriques de ce groupe : c'est une véritable volte-face ! Les nouveaux concepts de la Ligue Islamiste, largement présentés par huit leaders historiques de la “Jâmaa” dans quatre ouvrages récemment publiés, confirment le passage de la violence à l'action politique. Un changement qui avait déjà été préconisé il y a 4 ans et demi, après l'annonce de l'initiative d'arrêt de la violence le 5 juillet 1997. Il avait été ensuite confirmé il y a moins de 3 ans avec la décision finale de tous les leaders du groupe, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Egypte, de renoncer définitivement à la violence.

Ces 4 volumes ont été publiés dans le cadre d'une nouvelle série d'œuvres intitulée “Série de correction des concepts”, écrite et révisée par Karam Zohdi, Nagueh Ibrahim, Ossama Hafez, Assern Abdel-Magued, Essameddine Derbala, Ali Al-Chérif, Fouad Al-Dawalibi et Hamdi Abdel-Rahmane. Les 4 livres sont intitulés : L'initiative d'arrêt de la violence, vision réaliste et point de vue issus de la “Charia” (*la loi islamique*) : la non légitimité de l'excès d'interprétation dans la religion et de l'accusation des musulmans d'apostasie ; lumières sur les erreurs commises dans le “Jihad” ; conseils et explications pour corriger les concepts des “Mouhtassibine” (*personnes chargées de juger les actes des musulmans*). Comme les titres l'indiquent, les 4 ouvrages s'attaquent à de nombreuses questions relatives à la “Charia” et à son application. En fait, il existe une relation étroite entre les contenus des 4 livres, qui répondent tous à une seule théorie radicalement différente de celle qui a été à la base de la création de la Ligue. Pourtant, ces livres ont été écrits par ceux-là mêmes qui sont à l'origine de la théorie de base de ce mouvement.

Le plus important est que ces nouveaux concepts théoriques marquent le passage de la Ligue d'un groupe armé à un groupe religieux qui s'intéresse uniquement à la rigueur des musulmans dans l'application des préceptes de leur religion. Il passe d'un groupe qui pratique la violence contre ceux qu'il considère comme des musulmans non pratiquants à un groupe socio-politique ayant un programme islamique reconnaissant que tous les individus, l'Etat et la société, sont de bons musulmans et qui cherche à régler leur vie conformément à un programme tiré des principes de la “Charia”. La publication de ces 4 livres prouve, sans aucune ambiguïté, que la Ligue s'appuie désormais sur un “Fiqh” (*jurisprudence*) de compromis et non sur un “Fiqh” du “Jihad” (*lutte sainte*) comme par le passé. Ce “Fiqh” de compromis consiste à faire un choix entre les bienfaits et les méfaits d'un certain acte. Il tend à rejeter tout acte dont les conséquences négatives sont plus importantes que ses avantages. Et c'est cette vision des choses qui est à la base des 4 livres. Les 8 leaders de la Ligue Islamiste confirment ainsi leur abandon de la loi du “Jihad” qui donne la priorité à la lutte sainte considérée, non comme un moyen mais comme une fin en soi. Et c'est ce qui a plongé la Ligue et ses membres dans la violence depuis la fin des années 1970 et jusqu'à juillet 1997.

Dans cette nouvelle théorie basée sur la loi du compromis, les leaders de la “Jâmaa” ont révisé l'ensemble des concepts basés sur la violence et auxquels le groupe a eu recours dans le passé. Car pour ces responsables, le recours à la violence n'a pas eu les effets escomptés, au contraire,

il en a résulté des conséquences négatives pour le groupe et pour tous les musulmans. Dans une critique courageuse de ces pratiques du passé, ils affirment qu'il existe dix raisons pour lesquelles il faudra, à leur avis, renoncer à la violence. Une véritable autocritique à laquelle ils se sont livrés, en établissant également de nouvelles bases théoriques concernant les Coptes. Ils estiment ainsi qu'il n'est pas du droit des membres de la société musulmane d'agresser les Coptes sous un quelconque prétexte. Car, un Etat musulman se doit de les protéger contre toute menace, qu'elle provienne d'un musulman ou d'un non-musulman.

De même, les responsables de la Ligue ont critiqué leurs pratiques passées contre les touristes affirmant que toute atteinte à la vie, à l'argent ou à l'honneur des touristes qui visitent les pays islamiques de façon légale est illicite, quelles que soient les raisons ou les différends avec le gouvernement, étant donné que tout visiteur étranger a droit à la sécurité lors de son séjour. Dans ce même contexte, ces leaders ont renoncé à leur ancien principe qui faisait la différence entre tourisme et touristes. En fait, dans le passé, ils visaient le tourisme afin de déstabiliser politiquement l'Etat, le mettre dans l'embarras devant la communauté internationale et lui faire perdre une importante source de revenus. Or, dans leur nouvelle théorie, ils reconnaissent que le fait de s'attaquer au tourisme conduit nécessairement à nuire aux touristes, ce qu'ils qualifient d'illicite. Les leaders de la Ligue ne se sont pas arrêtés à cette révision radicale du concept de la violence. Ils sont allés jusqu'à réviser le principe qui consiste à changer concrètement toute situation qui transgresserait les principes de la religion. Un principe que le groupe a toujours appliqué au cours de ses 25 ans d'existence. Un livre entier a été consacré à ce thème : Conseils et explications pour corriger les concepts des "Mohtassibine" et arrive à la conclusion suivante : il est illicite de recourir à la force ou à la violence même verbale pour avertir les autres musulmans des erreurs qu'ils commettent. Encore une fois, ils ont constaté que la violence et le recours à la force n'ont pas permis de réaliser leur objectif, à savoir éviter de transgresser les principes de l'Islam.

Toujours dans le cadre d'une autocritique, ces responsables ont donné dix exemples d'actes violents commis par le passé qu'ils ont considérés comme erronés. Il s'agit entre autres des actes d'agression contre des couples se trouvant dans les endroits publics, des femmes qui ne portent pas le voile ou des artistes. Les leaders islamistes donnent aussi l'exemple des attaques de maisons sous prétexte que des actes illicites y ont lieu, des incendies qu'ils ont provoqués dans les magasins de jeux vidéo. Les 4 livres contiennent des thèmes importants qui méritent d'être analysés. Mais la conclusion essentielle est que nous sommes face à un changement radical sans précédent, non dans la stratégie de la Ligue Islamique ou dans ses plans d'action, mais dans sa nature même.

Dina Ibrahim

5. Hebdomadaire *Al-Ahrâm* (Egypte Juin 2002) La fin de la violence.

Au cours d'un entretien avec le rédacteur en chef de l'hebdomadaire "Al-Musawwar" (*l'Illustré*), des leaders de la "Jamâ'a Islâmiya" (*la Ligue Islamique*) ont présenté leurs excuses pour tous leurs crimes commis dans le passé : « Nous demandons pardon au peuple égyptien pour tous les crimes commis dans le passé par la Communauté Islamique contre l'Egypte. Nous ne nous contenterons pas seulement de nous excuser mais nous étudions sérieusement au sein de la "Shoura" (*le Conseil délibératif*) de la Jamâ'a l'indemnisation des familles des victimes ».

Cette déclaration de Karam Zuhdi, leader emprisonné du groupe islamiste armé de la Communauté Islamique, lors d'un entretien avec Makram Muhammad Ahmad, rédacteur en chef de l'hebdomadaire précité, confirme la théorie selon laquelle le danger représenté pour l'Egypte par les groupes islamistes armés est terminé. En fait, Zuhdi et les autres leaders qui ont participé à cet entretien ont essayé de justifier la violence qui a caractérisé les actions de la Jamâ'a au cours des années 1990, et confirmer leur engagement à y mettre fin en 1998. Quatre des militants présents à cet entretien organisé par les autorités dans une prison avaient été condamnés à mort à la fin des années 1990, mais n'ont pas été exécutés. La plupart des autres ont été condamnés à perpétuité. « La violence a commencé par une série d'arrestations qui ont engendré des répliques violentes de notre part et il y a eu une escalade à tous les niveaux », a affirmé Zuhdi ; et d'ajouter : « Les réactions revêtent souvent

un caractère fautif, car l'action organisée sans conviction et sans contrôle "théologique" contient souvent des erreurs. C'est pour cette raison que la période des années 1990 était pleine d'égarements ».

L'un des chefs historiques, Nagih Ibrahim, a par ailleurs affirmé que l'aile militaire de la Jamâa qui était dirigée par Moustafa Hamza, un des dirigeants de l'organisation à l'étranger, a été dissoute après la renonciation à la violence. Ces chefs ont indiqué avoir fait récemment le tour des prisons égyptiennes pour rencontrer les membres incarcérés du groupe et leur expliquer les fondements religieux de la renonciation à la violence. Un autre chef, Ali Al-Charif, a affirmé que les leaders voulaient s'adresser, une fois sortis de leur prison, à tous les jeunes appartenant au courant islamiste pour propager leur nouvelle pensée, pas seulement en Egypte, mais dans toute la région et partout dans le monde : « Nous voulons les convaincre que le combat armé contre les gouvernements est très nuisible aux musulmans. »

Dans ce même contexte, les leaders de la Jamâa ont affirmé que les attentats du 11 septembre qu'ils ont vivement dénoncé, sont très dommageables à l'Islam et aux musulmans : « Cet incident du 11 septembre a nui à l'Islam, car il a fait des musulmans qui vivent en Occident des terroristes, étant donné que ceux qui ont perpétré ces attentats ont tué de manière aveugle sachant très bien que le meurtre de civils est prohibé par notre religion. »

Fouad Allam, expert en matière de sécurité, qui avait jusqu'à présent des réserves concernant la sincérité de l'initiative d'arrêt de la violence affirme que cet entretien prouve que les leaders historiques de la Jamâa sont vraiment convaincus que la violence n'est plus l'idéologie correcte à adopter : « Cela a commencé à être clair lorsque les responsables à l'étranger ont émis, il y a un an et demi, un livre intitulé "L'avis religieux sur le meurtre de civils". Et l'idée est devenue encore plus évidente avec la publication des quatre livres où est consignée une révision de ses idéologies ». Il émet toutefois des réserves concernant les militants de base, en se demandant si les leaders ont déjà communiqué leurs idées aux gens qui ne font pas partie des cadres du groupe et, si cela a eu lieu, est-ce qu'ils ont été convaincus. Il affirme que d'habitude certains membres s'opposent à ce genre de décisions et essayent de constituer des groupuscules. En effet la réussite d'une telle démarche n'est pas garantie.

Selon Diâa Rachwan, chercheur au CEPS du journal "Al-Ahrâm" et connaissant très bien cette question, le danger islamiste est écarté depuis 1997. En fait, depuis cette date les attaques terroristes ont visiblement diminué, ce qui a prouvé que la politique sécuritaire égyptienne a réussi à démanteler cette communauté qui constituait un danger à l'intérieur du pays, et ainsi a pu diminuer le danger venu de l'extérieur en signant de nombreux accords sécuritaires avec des pays comme le Yémen, Bahreïn et autres. Ceci est devenu encore plus évident à la suite des attentats du 11 septembre. Selon le rapport stratégique arabe annuel émis par le CEPS les attentats de septembre ont aidé les autorités égyptiennes dans leurs efforts pour faire face au phénomène du terrorisme international.

En fait, depuis le 11 septembre, plusieurs pays ont extradé vers l'Egypte des terroristes qui y résidaient. Selon Fouad Allam, depuis le 11 septembre il n'y a pas eu de nouveaux accords sécuritaires, mais il est clair que les anciens accords ont été réactivés. « Certains pays qui ne mettaient pas beaucoup d'ardeur pour livrer à la justice des terroristes reconnus comme tels ont commencé à le faire comme le Yémen par exemple. Et d'autres pays comme la Grande-Bretagne ont commencé à arrêter et interroger les intégristes qui se trouvent sur leurs territoires. »

C'est effectivement dans ce contexte que la Grande-Bretagne a arrêté Adil Abdal-Magid et Adel Al-Sirri et d'autres pour les interroger. De même, les Etats-Unis ont dernièrement remis à l'Egypte Nabil Soleïman, accusé dans le grand procès du Djihad de 1984. Le ministre égyptien de l'Intérieur, Habib Al-Adeli, a lui-même déclaré récemment, au cours d'une rencontre avec une délégation de journalistes américains et canadiens en visite au Caire, que la politique sécuritaire adoptée par l'Egypte a porté ses fruits. « La preuve est que ces groupes ont avoué la fausseté de leurs idéologies et ont renoncé à la violence », a déclaré le ministre.

Des voix s'élèvent actuellement pour forcer le gouvernement à un changement d'attitude vis à vis de la Jamâa en allégeant les sentences auxquelles les leaders du groupe sont condamnés : « Ces gens pourraient, en cas de clémence à leur égard, avoir beaucoup d'influence bénéfique sur les autres groupes qui n'ont pas renoncé à la violence », propose Fouad Allam. Mais le gouvernement sera-t-il en mesure de faire cela ? Selon Diâa Rachwan, cela est difficile à cause des pressions

américaines. «Il y a un mois, les Etats-Unis étaient convaincus qu'Al-Qâïda, avec à sa tête Ossama Bin Laden, était à la base de tous les actes terroristes au niveau international.

Or, récemment cette idée a

changé. Les Américains considèrent qu'Al-Qâïda n'est qu'un concept autour duquel tournent beaucoup d'organisations qui peuvent ne pas être directement liées entre elles, mais qui sont unies par leur idéologie ». Il affirme que cela est apparu dans les articles de plusieurs journalistes américains de renom proches des autorités sécuritaires américaines. Diâa Rachwan pense que c'est dans ce contexte qu'a eu lieu cet entretien, c'est pourquoi il revêt une importance particulière étant donné qu'il a été assuré par un grand journaliste victime d'un attentat manqué en 1995.

Yolande Youssef

%%%%%%%%%

Le C. T. J. A. ?

Il s'agit du **Comité de Traduction de Journaux Arabes**

Il sélectionne et traduit des articles de journaux extraits de la rubrique « Idées et Opinions » de grands quotidiens ou d'hebdomadaires de langue arabe.

Ces articles mettent en relief les principaux courants d'idées, exprimés dans la presse écrite, qui imprègnent la pensée arabo-musulmane, du Machreq au Maghreb.

Les connaître contribue à une meilleure compréhension réciproque.

La traduction présentée, sans être littérale, suit fidèlement le texte original pour déformer le moins possible la pensée des auteurs

N'hésitez pas à nous demander

un *specimen* de **Se Comprendre** pour faire connaissance,
l'*index* thématique de tous les numéros parus depuis 1955,
les *numéros à thème* dont vous avez entendu parler,
un choix de numéros pour *vos sessions* ou votre table de presse...
Vous pouvez nous aider à élargir notre diffusion ! Merci !

SE COMPRENDRE

Rédaction: Philippe THIRIEZ
Pères Blancs 7, rue du Planit
Tél.04 78 59 20 42

Administration: Gabriel DEVILLE
69110 SAINTE-FOY-LES-LYON
Fax: 04 78 59 88 61

Abonnements (10 numéros par an, de Janvier à Décembre) :
Europe : 27 € - Etranger: 32 € - Numéro (franco) : 3 € - CCP 15 263 74 H Paris
Site Internet: **<http://www.comprendre.org>** adresse e-mail: **contact@comprendre.org**